



Conseil de sécurité

UN LIBRARY

DEC 11 1986

Distr.
GENERALE

S/17725/Add.47
9 décembre 1986
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

**EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS DONT EST SAISI
LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT OU EN EST LEUR EXAMEN**

Additif

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct suivant.

La liste complète des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/17725 du 8 janvier 1986, S/17725/Add.5 du 18 février 1986, S/17725/Add.12 du 15 avril 1986, S/17725/Add.14 du 23 avril 1986, S/17725/Add.15 du 30 avril 1986, S/17725/Add.26 du 16 juillet 1986, S/17725/Add.30 du 11 août 1986, S/17725/Add.42 du 31 octobre 1986 et S/17725/Add.46 du 26 novembre 1986.

Au cours de la semaine qui s'est terminée le 29 novembre 1986, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions suivantes :

La situation au Moyen-Orient (voir S/7913, S/7923, S/7976, S/8000, S/8048, S/8066, S/8215, S/8242, S/8269, S/8502, S/8525, S/8534, S/8564, S/8575, S/8584, S/8595, S/8747, S/8753, S/8807, S/8815, S/8828, S/8836, S/8885, S/8896, S/8960, S/9123, S/9135, S/9319, S/9382, S/9395, S/9406, S/9427 et Corr.1, S/9449, S/9452, S/9805, S/9812, S/9930, S/10327, S/10341, S/10554, S/10557, S/10703, S/10721, S/10729, S/10743, S/10770/Add.4, S/10855/Add.15, S/10855/Add.16, S/10855/Add.23, S/10855/Add.24, S/10855/Add.29, S/10855/Add.30, S/10855/Add.33, S/10855/Add.41, S/10855/Add.43, S/10855/Add.44, S/11185/Add.14, S/11185/Add.15, S/11185/Add.16, S/11185/Add.21, S/11185/Add.42/Rev.1 et S/11185/Add.47, S/11593/Add.15, S/11593/Add.21, S/11593/Add.29, S/11593/Add.42, S/11593/Add.49, S/11935/Add.21, S/11935/Add.42, S/11935/Add.48, S/12269/Add.12, S/12269/Add.13, S/12269/Add.21, S/12269/Add.42, S/12269/Add.48, S/12520/Add.10, S/12520/Add.11, S/12520/Add.17, S/12520/Add.21, S/12520/Add.37, S/12520/Add.39, S/12520/Add.42, S/12520/Add.47, S/12520/Add.48, S/13033/Add.2, S/13033/Add.16, S/13033/Add.19, S/13033/Add.21, S/13033/Add.23, S/13033/Add.34, S/13033/Add.47, S/13033/Add.50, S/13737/Add.15, S/13737/Add.16, S/13737/Add.21, S/13737/Add.24, S/13737/Add.25, S/13737/Add.26, S/13737/Add.33, S/13737/Add.47, S/13737/Add.50, S/14326/Add.10, S/14326/Add.11, S/14326/Add.20, S/14326/Add.24, S/14326/Add.28, S/14326/Add.29, S/14326/Add.47, S/14326/Add.50, S/14840/Add.8, S/14840/Add.21, S/14840/Add.22, S/14840/Add.23, S/14840/Add.24, S/14840/Add.25, S/14840/Add.27, S/14840/Add.30, S/14840/Add.31, S/14840/Add.32, S/14840/Add.33, S/14840/Add.37, S/14840/Add.42, S/14840/Add.48, S/15560/Add.3, S/15560/Add.21, S/15560/Add.29, S/15560/Add.37, S/15560/Add.42,

S/15560/Add.45, S/15560/Add.47, S/15560/Add.48, S/16270/Add.6, S/16270/Add.7, S/16270/Add.8, S/16270/Add.15, S/16270/Add.20, S/16270/Add.21, S/16270/Add.34, S/16270/Add.35, S/16270/Add.40, S/16270/Add.47, S/16880/Add.8, S/16880/Add.9, S/16880/Add.10, S/16880/Add.15, S/16880/Add.20, S/16880/Add.21, S/16880/Add.41, S/16880/Add.46, S/17725/Add.2, S/17725/Add.15, S/17725/Add.21, S/17725/Add.28, S/17725/Add.35, S/17725/Add.37, S/17725/Add.38 et S/17725/Add.43)

A sa 2722e séance, le 26 novembre 1986, le Conseil de sécurité, étant saisi du rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) pour la période allant du 15 mai au 12 novembre 1986 (S/18453), a repris l'examen de la question.

Le Président a appelé l'attention sur le projet de résolution (S/18481) dont était saisi le Conseil, qui avait été élaboré au cours des consultations de celui-ci.

Le Conseil de sécurité a ensuite procédé au vote sur le projet de résolution S/18481 et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 590 (1986).

La résolution 590 (1986) est libellée comme suit :

Le Conseil de sécurité,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (S/18453),

Décide :

a) De demander aux parties intéressées d'appliquer immédiatement la résolution 338 (1973) du Conseil de sécurité, en date du 22 octobre 1973;

b) De renouveler le mandat de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement pour une autre période de six mois, soit jusqu'au 31 mai 1987;

c) De prier le Secrétaire général de soumettre, à la fin de cette période, un rapport sur l'évolution de la situation et sur les mesures prises pour appliquer la résolution 338 (1973).

Après le vote, le Président du Conseil de sécurité a déclaré qu'en ce qui concernait la résolution qui venait d'être adoptée sur le renouvellement du mandat de la FNUOD, il avait été autorisé à faire la déclaration complémentaire ci-après (S/18487) au nom du Conseil de sécurité :

"Comme on le sait, au paragraphe 24 du rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (S/18453), il est précisé que : 'Malgré le calme qui règne actuellement dans le secteur Israël-Syrie, la situation demeure potentiellement dangereuse dans tout le Moyen-Orient et elle risque de le rester tant que l'on ne sera pas parvenu à un règlement d'ensemble couvrant tous les aspects du problème du Moyen-Orient.' Cette affirmation du Secrétaire général reflète l'opinion du Conseil de sécurité."

Question de l'Afrique du Sud (voir S/12269/Add.12, S/12269/Add.13, S/12269/Add.43, S/12269/Add.44, S/12269/Add.49, S/12520/Add.4, S/13033/Add.13, S/13033/Add.37, S/13737/Add.23, S/13737/Add.50, S/14326/Add.5, S/14326/Add.34, S/14326/Add.50, S/14840/Add.14, S/14840/Add.38, S/14840/Add.49, S/15560/Add.23, S/16270/Add.1, S/16270/Add.32, S/16270/Add.42, S/16270/Add.49, S/16880/Add.9, S/16880/Add.10, S/16880/Add.29, S/16880/Add.33, S/16880/Add.41/Corr.1 et S/17725/Add.23)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à la 2723e séance, le 28 novembre 1986, sur la base d'une lettre datée du 24 novembre 1986, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 421 (1977) concernant la question de l'Afrique du Sud (S/18474), communiquant le texte d'une recommandation faite par ledit comité au Conseil de sécurité.

Le Président a appelé l'attention sur la recommandation contenue dans le document S/18474. Le Conseil de sécurité a ensuite procédé au vote sur cette recommandation et l'a adoptée par consensus en tant que résolution 591 (1986).

La résolution 591 (1986) est libellée comme suit :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant sa résolution 418 (1977) du 4 novembre 1977, dans laquelle il a décrété un embargo obligatoire sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud,

Rappelant sa résolution 421 (1977) du 9 décembre 1977, par laquelle un comité composé de tous ses membres a notamment été chargé d'étudier les moyens de rendre plus efficace l'embargo obligatoire sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud et de faire des recommandations au Conseil,

Rappelant sa résolution 473 (1980) du 13 juin 1980 sur la question de l'Afrique du Sud,

Rappelant le rapport (S/14179) sur les moyens de rendre plus efficace l'embargo obligatoire sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, présenté en 1980 par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 421 (1977) concernant la question de l'Afrique du Sud,

Rappelant la résolution 558 (1984) du 13 décembre 1984, dans laquelle il a prié tous les Etats de s'abstenir d'importer des armes, des munitions de tous types et des véhicules militaires fabriqués en Afrique du Sud,

Rappelant en outre la résolution 473 (1980), dans laquelle il a prié le Comité créé par la résolution 421 (1977) de redoubler d'efforts pour assurer la pleine application de l'embargo sur les armes à l'encontre de l'Afrique du Sud en recommandant des mesures pour remédier à toutes les échappatoires à cet embargo, le renforcer et le compléter,

Réaffirmant qu'il reconnaît la légitimité de la lutte que le peuple sud-africain mène pour éliminer l'apartheid et instaurer une société démocratique conformément aux droits de l'homme et à ses droits politiques inaliénables tels qu'ils sont énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Condamnant énergiquement le régime raciste d'Afrique du Sud pour avoir encore aggravé la situation et la répression massive contre tous les adversaires de l'apartheid, pour le meurtre de manifestants pacifiques et de détenus politiques et pour son refus d'appliquer les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 417 (1977) du Conseil en date du 31 octobre 1977,

Réaffirmant sa résolution 418 (1977) et soulignant qu'il faut continuer d'en appliquer strictement toutes les dispositions,

Conscient des responsabilités que lui confère la Charte des Nations Unies touchant le maintien de la paix et de la sécurité internationales,

1. Demande instamment aux Etats de prendre des mesures pour assurer que les éléments d'articles sous embargo ne parviennent pas aux forces armées ni à la police sud-africaines par l'intermédiaire de pays tiers;

2. Demande aux Etats d'interdire l'exportation de pièces de rechange d'aéronefs sous embargo et d'autres matériels militaires appartenant à l'Afrique du Sud, ainsi que toute participation officielle à la maintenance et à l'entretien de ces matériels;

3. Prie instamment tous les Etats d'interdire l'exportation vers l'Afrique du Sud d'articles dont ils sont fondés à croire qu'ils sont destinés aux forces militaires ou de police sud-africaines, qu'ils peuvent avoir un usage militaire et qu'ils doivent servir à des fins militaires, à savoir aéronefs, moteurs et pièces détachées d'aéronefs, matériel électronique et de télécommunications, ordinateurs et véhicules à quatre roues motrices;

4. Demande à tous les Etats que l'expression "armes et matériel connexe" utilisée dans la résolution 418 (1977) inclue désormais, outre toutes les armes nucléaires, stratégiques et classiques, tous les véhicules et le matériel militaires, paramilitaires et de police, ainsi que les armes et munitions, pièces détachées et fournitures pour les articles susmentionnés, de même que leur vente ou transfert;

5. Prie tous les Etats d'appliquer strictement la résolution 418 (1977) et de s'abstenir de toute coopération dans le domaine nucléaire avec l'Afrique du Sud qui contribue à la fabrication et à la mise au point par elle d'armes nucléaires ou d'engins explosifs nucléaires;

6. Demande à nouveau à tous les Etats de s'abstenir d'importer des armes, des munitions de tous types et des véhicules militaires fabriqués en Afrique du Sud;

7. Demande à tous les Etats d'interdire l'importation ou l'entrée de tous armements sud-africains destinés à être présentés dans les foires et expositions internationales relevant de leur juridiction;

8. Demande également aux Etats qui ne l'ont pas encore fait de mettre un terme aux échanges, ainsi qu'aux visites et aux échanges de visites de personnalités officielles, lorsque ces visites et échanges ont pour effet d'entretenir ou d'accroître les capacités militaires ou de police de l'Afrique du Sud;

9. Demande en outre à tous les Etats de s'abstenir de participer à toute activité en Afrique du Sud dont ils ont des raisons de croire qu'elle peut contribuer à la capacité militaire du pays;

10. Demande à tous les Etats d'assurer que, dans leurs lois nationales ou leurs directives générales en tenant lieu, les clauses spécifiques d'application de la résolution 418 (1977) comportent des peines en cas d'infraction;

11. Demande également à tous les Etats d'adopter des mesures pour enquêter sur les violations, empêcher que l'embargo ne soit tourné à l'avenir et renforcer leur dispositif d'application de la résolution 418 (1977) afin de détecter et vérifier efficacement les transferts d'armes ou d'autres matériels effectués en violation de l'embargo;

12. Demande en outre à tous les Etats, y compris les Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies, de se conformer aux dispositions de la présente résolution;

13. Prie par ailleurs le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 421 (1977), conformément à la résolution 418 (1977) sur la question de l'Afrique du Sud, de poursuivre ses efforts en vue d'assurer l'application intégrale de l'embargo sur les armes à l'encontre de l'Afrique du Sud afin de le rendre plus efficace;

14. Prie en outre le Secrétaire général de lui rendre compte des progrès réalisés dans l'application de la présente résolution, le premier de ses rapports devant être présenté aussitôt que possible et, en tout état de cause, le 30 juin 1987 au plus tard;

15. Décide de demeurer saisi de la question.
